



Le Syndicat National de l'Administration Scolaire Universitaire et des Bibliothèques

Collèges, lycées, GRETA, EREA, rectorats, DSDEN, CIO, établissements d'enseignement supérieur, Canopé, CNED, CROUS, ONISEP, laboratoires, bibliothèques, Jeunesse et sports...

Mardi 19 mars 2024

Toutes et tous en grève et dans les manifestations unitaires !

**Salaires et carrières : mobilisons-nous pour une revalorisation générale !
NON au salaire au mérite envisagé par Emmanuel Macron et Stanislas Guérini...
Des (re)créations d'emplois pour sauvegarder nos conditions de travail...**

Comment croire que les mesurette successives mises en oeuvre par le gouvernement depuis sa conférence salariale de juin 2023 soient à la hauteur des enjeux de maintien et de progression de nos conditions de vie ?

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle versée pour certaines en fin d'année 2023 n'a été qu'une rustine sur une jambe de bois — quand elle n'a pas eu un effet négatif sur le montant des prestations sociales allouées.

À l'opposé de ces mesurtes, il faut une politique ambitieuse qui garantit et augmente les salaires et notre pouvoir d'achat et qui reconnaît nos missions et métiers au service du public.

Une inflation toujours très présente

L'inflation reste à un niveau élevé pour les biens de consommation de première nécessité : + 2,9 % en général mais + 3,6 % à +4,1 % pour l'alimentation, +4,4 % pour l'énergie. Pour l'électricité, depuis février 2024, la hausse est de 9,8 % sur les tarifs heures pleines et

heures creuses, et de 8,6 % sur les tarifs de base... Arrêtons là une liste qui ne fait que fragiliser encore un peu plus nos budgets individuels ou familiaux !

**Il faut stabiliser notre pouvoir d'achat par une indexation des salaires et des pensions sur l'inflation!
Il faut bloquer les prix des produits de première nécessité !**

Une austérité qui n'en finit pas

Le ministre de l'économie, Bruno Le maire, a annoncé que l'État devait moins dépenser car la croissance sera moindre que prévue. Le décret du 21 février 2024 a ainsi supprimé 10 milliards d'euros au budget de l'État pourtant adopté avec le 49.3 en décembre dernier, ce qui se répercute dans l'éducation nationale, à Jeunesse et sports, dans l'enseignement supérieur et la Culture :

→ **920 millions en moins pour l'enseignement supérieur dont 125 millions d'euros supprimés du programme « Vie étudiante » qui finance notamment les Crous ;**

- **204 millions d'euros en moins au ministère de la Culture ;**
- **38 millions de moins pour les écoles et les personnels du 1^{er} degré de l'enseignement public ;**
- **123 millions en moins pour le second degré ;**
- **50,5 millions d'euros en moins pour le ministère des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques ;**
- **12 millions en moins pour l'action sociale interministérielle.**

Ce nouveau serrage de vis s'ajoute aux 16 milliards d'économies déjà inscrites dans le budget de l'État pour 2024, provenant pour l'essentiel **de la suppression du bouclier énergétique** : dont l'effet pourra être constaté par chacune découvrant les montants des factures de gaz et d'électricité présentes ou à venir !

La dette publique est l'argument-massue pour justifier ces mesures. Pourtant, cette dette s'alimente aussi des intérêts versés aux banques, aux compagnies d'assurances ou aux grandes entreprises privées qui vont recevoir 52 milliards d'euros à ce titre en 2024.

Pourtant, le pays est riche et l'argent existe... Prenons-le là où il est !

Alors que le nombre des personnes payées au SMIC augmente pour atteindre 17 % des salarié-es,

les dividendes versés aux actionnaires ont eux augmenté de 40 % entre 2021 et 2023. Il serait pourtant possible, sous réserve d'une volonté politique et d'une réforme fiscale d'ampleur, d'augmenter les recettes de l'État pour financer ses services publics et améliorer la situation de ses agent-es :

- **60 à 100 milliards d'euros sont à récupérer de la fraude fiscale ;**
- **97 milliards d'euros de dividendes versés en 2023 pour les actionnaires du CAC 40, sous forme numéraire ou de rachat d'actions ;**
- **413 milliards pour une loi de programmation militaire voulue par le Président Macron, qui multiplie par ailleurs des propos « bellicistes ».**

Mobilisons-nous pour d'autres choix budgétaires, pour la revalorisation de nos salaires et carrières et l'amélioration de nos conditions de travail !

Face à cette urgence salariale, le 19 mars, l'ensemble des organisations syndicales de la fonction publique (CFDT, CFE-CGC, CGT, FA-FP, FO, FSU, UNSA, Solidaires) appellent les personnels à se mobiliser pour revendiquer de nouvelles mesures générales de revalorisation pour 2024.

Avec le SNASUB-FSU, exigez :

- L'indexation des traitements et des pensions sur l'inflation ;
- Le contrôle des prix sur les produits de première nécessité ;
- Une augmentation générale des salaires par l'augmentation significative de la valeur du point d'indice pour rattraper notamment les pertes subies ces dernières années ;
- L'intégration des montants indemnitaires revalorisés dans les grilles indiciaires ;
- La revalorisation des grilles indiciaires des emplois pour toutes nos filières ;
- La requalification massive des emplois de C en B, de B en A et la promotion concomitante des agent-es concerné-es par le décalage emploi occupé/ missions exercées ;
- La mise en place de grilles de rémunérations nationales pour les personnels contractuel-les et un nouveau plan de titularisation ;
- Le refus du projet gouvernemental de renforcement de la rémunération au mérite dans la fonction publique : NON à la subordination accrue des agent-es et à leur mise en concurrence ;
- Une réforme fiscale ambitieuse qui privilégie les impôts directs (sur le revenu, le patrimoine, les bénéfices des sociétés) et en renforce la progressivité ;
- L'abrogation du décret du 21 février 2024 relatif à l'annulation des 10 milliards d'euros de crédits dans nos ministères respectifs !